

SAID SADI AU FORUM DE L'ENTV

"Le boycott n'est pas une solution"

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, a eu accès samedi, après plusieurs années d'interdiction, à la télévision nationale, le temps d'une prestation, réussie, au forum hebdomadaire qui se consacre désormais aux seuls leaders de partis postulants à une représentation parlementaire. Saïd Sadi a, à l'occasion, préféré la formule concise mais suffisamment dosée pour traduire clairement une démarche politique, décliner un programme et situer les perspectives.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Point d'épanchements fleuve ni de raccourcis que bien des hommes politiques empruntent quand l'argument venait à leur manquer. Le président du RCD a eu l'affirmation aisée, y compris lorsque la question, redondante, poursuivait de le gêner. Ainsi en a-t-il été quand l'interrogation puisait dans le registre de tout ce qui pouvait alimenter la polémique, de l'assassinat de Matoub Lounès aux événements du Printemps noir en Kabylie.

Le leader du RCD est resté autant qu'auparavant politiquement allergique aux fameuses commissions d'enquêtes internationales revendiquées à cor et à cri par des bords politiques très intéressés, encore plus à celle réclamée après l'assassinat de Matoub Lounès : "Nous

n'avons jamais demandé une commission d'enquête internationale. Pourquoi d'ailleurs une commission d'enquête par rapport à l'assassinat de Matoub, puisque l'affaire est traitée par la justice ? Faudra-t-il aussi vous dire que 90% de ceux qui parlent de commission d'enquête savent même quel groupe du GIA a tué Matoub ? Seulement, ils en font de cette revendication de commission d'enquête un fonds de commerce."

Le leader du RCD, interrogé sur la mort du frère d'un délégué des aïeux, à Fréha, a choisi de s'abstenir de faire commentaires, sauf à dire à l'auteur de la question que le journal où il travaille, *La Dépêche de Kabylie*, en l'occurrence, est "fait avec les médicaments et le goudron". Et lorsque la question a eu trait à la possibilité d'ouverture des listes de



candidatures du parti à l'UDR, Saïd Sadi a rétorqué que "sur un plan politique, nous pouvons discuter avec tous les partis qui se soumettent à la légalité, nous pouvons chercher le consensus au plus bas possible. S'agissant de la corruption, c'est une affaire qui relève de la justice". Cela étant, le président du RCD s'est expliqué sur son appel à la construction d'un pôle démocratique, ou plutôt une alliance démocratique. Pour lui, le camp démocratique est dispersé, contrairement à ceux conservateurs et islamistes. "Cette dispersion est, pour une part, de

notre faute, mais en grande partie de la faute du système." Saïd Sadi a fait cas de contact avec nombre de personnalités politiques et leaders partisans pour bâtir ce pôle démocratique. Il a également fait part de la volonté de son parti à convaincre le reste de la classe politique pour l'organisation d'un véritable audit national d'évaluation politique, économique, culturelle et sociale.

Interrogé sur un éventuel intérêt de son parti à intégrer l'alliance présidentielle, Sadi a été tranchant : "On n'est pas venu à la politique pour faire

partie du gouvernement. S'agissant de l'alliance présidentielle, à chaque fois qu'elle vient à se réunir, c'est la catastrophe." Relativement à la révision constitutionnelle,

le leader du RCD a estimé que "ce n'est pas interdit de réviser une Constitution, seulement faut-il la changer pour l'Algérie ou pour chaque dirigeant ? Que ceux qui en parlent commencent par nous dire ce qu'ils veulent réviser".

Parlant des législatives, Saïd Sadi a estimé que la meilleure façon de réduire la fraude est que la participation soit massive. Il a considéré que le boycott n'est pas l'attitude appropriée, tant que cette démarche reste orpheline d'alternative. "Si le boycott est national et à même d'imposer le changement, il peut se concevoir mais s'il poursuit uniquement de mettre à l'épreuve une seule région, il ne peut être un choix judicieux." S. A. I.

MINISTRES ET LEGISLATIVES En attendant le feu vert de Bouteflika

La confection des listes de candidatures pour les élections législatives du 17 mai prochain accapare, ces derniers jours, l'essentiel de l'énergie des états-majors politiques. Particulièrement au sein des partis de l'alliance présidentielle.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le FLN, le RND et le MSP doivent en fait faire avec une nouvelle donne politique de taille : les ministres doivent attendre "le feu vert de Bouteflika avant de postuler à la députation". Et si au RND et au MSP l'on s'en est astreint à la consigne, c'est, contre toute attente, au FLN où l'on enregistre les premières frondes ! Deux ministres, réputés très proches de Bouteflika pourtant, en l'occurrence Saïd Barkat qui détient le portefeuille de l'Agriculture et son collègue à l'Enseignement supérieur, Rachid Harraoubia, passent outre la consigne de Belkhadem. "Harraoubia a déjà déposé son dossier à Souk-Ahras et Barkat a fait de même à Biskra", affirme une source proche de la direction du FLN.

Une indiscipline "qui a irrité au plus haut point Abdelaziz Belkhadem qui a eu une vive explication avec Barkat", révèle la même source. L'actuel ministre de l'Agriculture se distingue par un comportement "qui excède tout le monde, aussi bien les autres ministres que Belkhadem lui-même", affirme de son côté un collègue à lui au gouvernement ! "Il n'a de cesse de crier sur tous les toits qu'il a l'entière confiance de Bouteflika pour succéder à Amar Saïdani à la tête de l'Assemblée", ajoute la même source. "Ce qui est évidemment tout à fait faux" tranche notre interlocuteur. En fait, "il veut faire croire qu'étant originaire de l'est du pays, il est tout désigné pour la fonction". Chose que d'autres ministres tout aussi proches de Bouteflika comme Amar Tou contestent vigoureusement.

D'ailleurs, révèle une bonne source, "les ministres FLN issus de l'Ouest multiplient les conclaves nocturnes ces derniers jours".

K. A.

LE NEPAD S'ÉVALUE A ALGER

Le sommet de tous les réglages

Le Nepad devra connaître quelques ajustements structurels à l'occasion du sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays africains membres du Comité de mise en œuvre du mécanisme. Ce sommet, qu'abrètera le 21 mars en cours la capitale algérienne, aura également à préparer la réunion du G8, prévue début juin prochain en Allemagne.

Six années après, les promoteurs de cette généreuse initiative visant à donner substance au développement du continent africain se retrouvent contraints d'admettre que l'échafaudage structurant le Nepad n'illustrait pas le meilleur des schémas possibles et que, logiquement, ils se doivent d'apporter des correctifs. Il est apparu, en effet, un flagrant chevauchement de prérogatives entre la commission de l'Union africaine (UA) et le secrétariat du Nepad.

Une réalité que ne nie pas le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et afri-

caines, Abdelkader Messahel. Il a reconnu, hier, à l'occasion d'une conférence de presse animée à la résidence El Mithak, qu'il existe une certaine duplicité handicapante entre les deux structures.

Il a précisé qu'il s'agira de définir, à l'occasion de ce sommet d'Alger, une cohérence entre les deux structures. "Certaines attributions actuelles du secrétariat du Nepad seront certainement transférées à la commission de l'Union africaine". Plus clairement, il n'est pas écarté de dissoudre complètement le secrétariat dans la commission de l'UA. Il n'est pas exclu

aussi que le sommet d'Alger décide de transférer le siège du secrétariat du Nepad, actuellement basé en Afrique du Sud, dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba.

Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines a informé également de la désignation, lors de cette rencontre d'Alger, d'un nouveau président du Comité de suivi du mécanisme d'évaluation par les pairs, le mandat du président en exercice, Obasanjo, expirant.

Selon Messahel, il y a un consensus autour du potentiel successeur à Obasanjo, en l'occurrence le premier ministre éthiopien, Meles Zenawi. Cela étant, ce sommet extraordinaire d'Alger sera aussi une opportunité d'évaluation de l'effort accompli et, au besoin,

fixer les perspectives à venir. Il s'agira, devant souligner Messahel, de penser les ajustements éventuels à apporter à la démarche et lui permettre de continuer à servir au mieux les intérêts de l'Afrique.

Intervenant à la veille de la réunion du G8, ce sommet du Nepad est appelé à définir également la meilleure façon de plaider la cause du continent durant ce rendez-vous international important. Les questions africaines étant à l'ordre du jour du G8, il incombe aux Africains de valider une notion de partenariat qui favorisera les intérêts du continent ou comme le dit Messahel de "faire valoir l'équité dans le partenariat, pour que l'Afrique ne soit pas perçue comme seulement un riche gisement et un immense marché".

S. A. I.